



Chapitre A-15

LOI SUR L'AIDE MUNICIPALE À LA PROTECTION DU PUBLIC AUX TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

Contribution à l'érection de
barrières. Emprunts.

1. Le conseil de toute municipalité, de quelque manière qu'elle soit constituée en corporation, peut, nonobstant les dispositions de toute loi générale ou spéciale constituant ladite corporation ou s'y appliquant, adopter un règlement ou des règlements pourvoyant à la contribution par cette municipalité, aux dépenses faites pour protéger, soit par l'érection et le maintien de barrières ou la construction de tunnels ou de ponts aériens ou autres ouvrages analogues, les approches d'un chemin de fer qui traverse à niveau tout chemin public que la municipalité est intéressée à protéger dans ou en dehors de ses limites dans un rayon de cinq milles, et pour les fins de cette contribution, par le même ou par un autre règlement, emprunter de l'argent et émettre à cette fin des obligations de la corporation.

S. R. 1964, c. 181, a. 1.

Règlements.

2. Les règlements mentionnés dans la présente loi sont sujets à la loi en vigueur dans la municipalité concernant un règlement de ce genre, mais ne sont pas sujets à l'approbation des électeurs municipaux.

S. R. 1964, c. 181, a. 2.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 181 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-15 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

STATUTS REFONDUS, 1964

LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 181

Chapitre A-15

LOI DE L'AIDE MUNI-
CIPALE À LA PROTÉC-
TION DU PUBLIC AUX
TRAVERSES DE CHE-
MIN DE FER

LOI SUR L'AIDE MUNI-
CIPALE À LA PROTÉC-
TION DU PUBLIC AUX
TRAVERSES DE CHE-
MIN DE FER

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 2

1 - 2

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

